



Distr.  
GÉNÉRALE

ECE/CP.TEIA/SEM.7/2008/1  
31 juillet 2008

FRANÇAIS  
Original: ANGLAIS

## CONFÉRENCE DES PARTIES À LA CONVENTION SUR LES EFFETS TRANSFRONTIÈRES DES ACCIDENTS INDUSTRIELS

Session de formation à l'identification  
des activités dangereuses

Minsk, 21 et 22 octobre 2008

### NOTE D'INFORMATION

#### I. INTRODUCTION

1. Plusieurs pays d'Europe orientale, du Caucase et d'Asie centrale (EOCAC) ainsi que de l'Europe du Sud-Est admis à participer à la phase d'exécution du programme d'assistance ont déclaré éprouver des difficultés à identifier les installations industrielles susceptibles de provoquer des effets transfrontières en cas d'accident.
2. Pour répondre aux besoins de ces pays, le Bureau de la Conférence des Parties à la Convention a décidé d'organiser, dans le cadre de son mandat, une session de formation pratique à l'identification des activités dangereuses. Il s'agira à la fois de transposer des bonnes pratiques se rapportant au processus d'identification et de procéder de concert – avec le concours d'experts de cette question provenant de pays occidentaux – à l'analyse des données disponibles sur les activités potentiellement dangereuses dans les pays de l'EOCAC et de l'Europe du Sud-Est.
3. La présente note fournit des renseignements sur le thème, l'organisation des travaux et les aspects logistiques de la session de formation.

#### II. OBJECTIFS

4. Les objectifs de la session sont les suivants: a) renforcer les connaissances des experts des pays de l'EOCAC et de l'Europe du Sud-Est concernant l'identification des activités dangereuses, c'est-à-dire des installations industrielles susceptibles de provoquer des effets transfrontières en cas d'accident, et b) faciliter l'échange de bonnes pratiques en matière de collecte, de traitement et de gestion des informations sur les activités dangereuses.

5. Les participants à la session auront la possibilité:

- a) D'examiner des démarches institutionnelles intégrées en matière de collecte, de traitement et de gestion des informations sur les activités dangereuses;
- b) De se familiariser avec les moyens d'appliquer l'annexe I de la Convention et les directives relatives au critère de l'emplacement géographique pour identifier les activités dangereuses;
- c) D'améliorer l'analyse des données relatives aux activités dangereuses, y compris l'évaluation des risques éventuels;
- d) De déterminer quelle est la situation dans leur propre pays en examinant les informations sur les sites pertinents.

### **III. DATE ET LIEU DE LA SESSION DE LA FORMATION**

6. La session de formation se tiendra les 21 et 22 octobre à Minsk, à l'adresse suivante:

Mashinostroiteley Str. 25,  
220118 Minsk, Bélarus  
Institut du génie du commandement  
Ministère des situations d'urgence de la République du Bélarus

7. La formation débutera à 9 h 30 le mardi 21 octobre. Il est donc recommandé aux participants d'arriver le jour précédent. La session de formation durera deux jours entiers.

8. La session se déroulera sous l'égide de la CEE, dans le cadre du programme d'assistance de la Conférence des Parties.

### **IV. ORGANISATION DES TRAVAUX**

9. La formation sera divisée en trois parties. La première sera consacrée aux bonnes pratiques en matière de collecte, de traitement et de gestion des informations relatives aux activités dangereuses. Des démarches efficaces employées dans des pays d'Europe occidentale ou d'Europe centrale seront présentées, parmi lesquelles:

- a) Des ensembles de procédures (textes juridiques) permettant de faciliter le travail des autorités concernées, en particulier l'échange d'informations entre les différentes autorités;
- b) Les tâches incombant aux différentes autorités (collecte des données, analyse des données, établissement d'une liste des activités dangereuses, approbation de la liste, gestion et mise à jour des informations, etc.);
- c) Un ensemble d'outils (bases de données et méthodes d'évaluation des risques, par exemple);

d) Les raisons d'être des différents systèmes – pourquoi tel ou tel système a-t-il été établi dans un pays donné et quels en sont les avantages;

e) Les améliorations ultérieures apportées à de tels systèmes.

10. La deuxième et principale partie de la session consistera en une formation pratique portant sur le traitement et l'analyse des données relatives aux installations industrielles.

Les représentants des pays participants de l'EOCAC et de l'Europe du Sud-Est apprendront:

a) à appliquer les valeurs seuils de l'annexe I de la Convention parallèlement à des critères de localisation et à des méthodes d'évaluation des risques; et b) à déterminer si telle ou telle installation industrielle est assimilable à une activité dangereuse au sens de la Convention.

11. Cette partie pratique comprendra des études de cas relatives à des pays d'Europe occidentale et d'Europe centrale montrant comment il a été décidé d'assimiler des installations industrielles à des activités dangereuses au sens de la Convention. Des cas concernant des pays de l'EOCAC et de l'Europe du Sud-Est seront ensuite analysés en petits groupes (deux pays par groupe et par installation industrielle). Les représentants des pays de l'EOCAC et de l'Europe du Sud-Est travailleront avec le concours d'experts de la Convention ayant de solides connaissances dans le domaine de la chimie, dont le rôle consistera à faciliter les analyses. Chaque groupe évaluera les données relatives à une installation donnée, en prenant en considération son emplacement géographique, les quantités de substances dangereuses qui s'y trouvent ou qui sont susceptibles de s'y trouver et les conséquences que pourrait avoir un accident. Les groupes se fonderont sur cette évaluation pour déterminer s'il convient ou non de considérer l'installation en question comme une activité dangereuse au sens de la Convention. En outre, les experts aideront à préciser les types de documents concernant la sécurité qui doivent être exigés des exploitants de l'installation.

12. La troisième partie permettra aux participants de faire la synthèse de la session et d'examiner les enseignements à retenir.

13. Un programme détaillé sera distribué ultérieurement aux participants, bien avant la session.

## **V. LANGUES DE TRAVAIL**

14. La session de formation se déroulera en anglais et en russe.

## **VI. PARTICIPATION**

15. La session de formation est organisée à l'intention des pays de l'EOCAC et de l'Europe du Sud-Est qui ont été admis à participer à la phase d'exécution du programme d'assistance et ont signalé qu'ils avaient besoin d'une aide pour identifier les activités dangereuses conformément aux dispositions de la Convention. Les pays concernés sont l'Arménie, l'Azerbaïdjan, le Bélarus, la Croatie, la Géorgie, le Kazakhstan, Moldova, la Serbie et l'Ukraine. Les autorités compétentes de ces pays ont été invitées à désigner des représentants pour participer à la session de formation, par une lettre envoyée au début du mois de juin 2008 à laquelle était joint un questionnaire sur les données à recueillir concernant les activités dangereuses.

16. La session de formation s'adresse aux représentants des autorités compétentes des pays invités qui sont chargées d'identifier les activités dangereuses ou sont susceptibles de diriger ce processus. Il incombe à chacun des pays participants de nommer des experts qualifiés. Ces derniers devront, avant la session, retourner le questionnaire après l'avoir rempli. Par la suite, ils pourront mettre en pratique les connaissances acquises, puis établir un système efficace d'identification des activités dangereuses dans leurs pays respectifs. Les activités à prévoir consisteront également à organiser des sessions de formation au niveau national pour des experts de pays tiers, notamment ceux des autorités locales ou régionales. Chaque pays peut désigner jusqu'à trois représentants, auxquels une aide financière pourrait éventuellement être accordée pour participer à la formation.

17. Les demandes d'aide financière, accompagnées du formulaire d'inscription, doivent être envoyées au secrétariat de la Convention dans les plus brefs délais, **mais au plus tard le 15 septembre 2008**. Le formulaire de demande d'aide financière est disponible à l'adresse suivante: <http://www.unece.org/env/teia/welcome.htm>.

## VII. INSCRIPTION DES PARTICIPANTS

18. Chaque participant devra compléter un formulaire d'inscription (disponible sur la page Internet: <http://www.unece.org/env/teia/welcome.htm>) et le renvoyer aux responsables de l'organisation au Bélarus et au secrétariat de la CEE dans les meilleurs délais, **mais au plus tard le 15 septembre 2008**, aux adresses indiquées sur ce même formulaire.

## VIII. ARRIVÉE DES PARTICIPANTS, TRANSPORT ET RÉSERVATION D'HÔTEL

19. Les responsables de l'organisation au Bélarus s'occuperont du transfert des participants de l'aéroport à l'hôtel «Planeta». Chaque participant devra donc indiquer clairement sur le formulaire d'inscription ses jours et heures d'arrivée et de départ.

20. Les responsables de l'organisation au Bélarus réserveront des chambres à l'hôtel «Planeta» pour les participants inscrits, sur la base des renseignements fournis sur le formulaire d'inscription. Un bureau des inscriptions sera à la disposition des participants sur le lieu de la réunion le 21 octobre dès 8 h 30.

21. Le prix de la chambre d'hôtel (par nuit et par personne) est d'environ 90 dollars.

## IX. VISAS

22. Les participants ayant besoin d'un visa d'entrée doivent se mettre en rapport avec la représentation diplomatique du Bélarus la plus proche.

23. Afin de faciliter les formalités d'obtention de visa, le Ministère bélarussien des situations d'urgence fournira sur demande une lettre d'invitation personnelle aux participants concernés.

24. Personnes à contacter au Ministère bélarussien des situations d'urgence:

M. Alexander Sukhovarov,  
Haut responsable  
Département de la coopération internationale  
Téléphone + 375 17 3285425  
Télécopie + 375 17 3285181  
Adresse électronique: [ouc\\_mcs@mcs.infonet.by](mailto:ouc_mcs@mcs.infonet.by)

M. Vadim Lozhechko,  
Haut responsable  
Département de la coopération internationale  
Téléphone + 375 17 2037661  
Télécopie + 375 17 3285181  
Adresse électronique: [ouc\\_mcas@mcs.infonet.by](mailto:ouc_mcas@mcs.infonet.by)

-----